

révoltes

26 novembre 2008

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Site : revoltes-presse.fr

Après la puissante manifestation du 19 octobre, après la forte grève et les nombreuses manifestations du 20 novembre, qu'attendent les dirigeants syndicaux pour organiser le combat permettant de briser l'offensive gouvernementale ?

LE GOUVERNEMENT DE SARKOZY MÈNE UNE OFFENSIVE GÉNÉRALE CONTRE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC, CONTRE L'UNIVERSITÉ ET LA RECHERCHE : CELA IMPOSE UNE RIPOSTE UNIE À LA HAUTEUR DE CETTE OFFENSIVE

Le jeudi 20 novembre : plus de 200 000 manifestants dans la rue.

Un mois après la puissante manifestation des enseignants du 19 octobre, la grève du 20 novembre a été massive dans les écoles et les lycées. Dans les principales villes, plus de 200 000 manifestants ont réuni professeurs des écoles et parents d'élèves, lycéens et étudiants, professeurs du second degré et chercheurs.

Ce qu'a exprimé cette mobilisation, c'est la volonté de combattre dans l'unité, avec l'ensemble des organisations syndicales, contre la politique de Sarkozy. Car l'offensive du gouvernement contre l'enseignement public, contre l'Université et la Recherche, par le biais d'une douzaine de réformes et « plans » divers, forme un ensemble parfaitement cohérent.

Le premier objectif de Sarkozy : détruire 80 000 postes, faire payer les études.

Sarkozy a fait voter un plan de soutien aux banquiers d'un montant de 360 milliards. Ce sont les salariés et la jeunesse qui devront payer l'ardoise. Ainsi, Sarkozy poursuit son plan de destruction de 80 000 postes d'enseignants en 5 ans : 13 500 postes supprimés cette année ; 900 postes dans le Supérieur et la Recherche. Dans l'enseignement primaire, 3500 postes de RASED sont supprimés, alors que ces enseignants spécialisés dans l'aide aux enfants en difficulté jouent un rôle irremplaçable.

La réforme des lycées, qui réduira massivement le nombre d'heures de cours, supprimera des disciplines et liquidera les options. Elle se traduira en trois ans par de gigantesques suppressions de postes. Quant à la réforme des concours de recrutement des enseignants, elle permettra d'économiser l'équivalent de 15 000 postes d'enseignants puisque les étudiants qui auront réussi le concours prendront immédiatement un poste à temps complet (au lieu d'un tiers de poste aujourd'hui).

En même temps, Darcos veut en finir avec toute forme de scolarisation gratuite des enfants de deux à trois ans : pour ces enfants, la maternelle serait interdite et remplacée par des « jardins d'éveil » payants pour les parents et recourant à des personnels moins qualifiés et donc moins payés.

Le deuxième objectif de Sarkozy: détruire les diplômes nationaux.

C'est, pour le gouvernement, un objectif aussi important que les économies de postes. Car le patronat veut en finir avec les diplômes nationaux qui sont pris en compte dans les conventions collectives et garantissent un certain niveau de salaire. La multiplication des diplômes locaux désagrègera cette protection.

La réforme des lycées va entraîner la mort de l'actuel bac national qui garantit l'accès à l'Université : ce sera un bac dévalorisé, « à la carte » puisque les actuelles filières (S, ES, L...) disparaîtront, remplacées par une « palette » de modules semestriels avec une forte proportion de contrôle continu.

Dans la continuité de cette réforme des lycées, la mise en œuvre de la loi d'autonomie des universités (la LRU) conduit à multiplier les diplômes locaux dont la plupart seront sans valeur. Le plan Campus accorde quelques moyens à des Universités qui seront des pôles « d'excellence » réservés à une minorité tandis que les autres deviendront des universités de second rang. Le modèle de Sarkozy, c'est le modèle anglo-saxon.

Le troisième objectif : des enseignants à sa botte, et des étudiants dociles.

Le gouvernement espère opposer les étudiants des « pôles d'excellence » aux autres étudiants, et annonce la sélection à l'entrée du master. La LRU renforce le contrôle patronal sur l'Université, et la réforme des licences va imposer de longs stages obligatoires en troisième année pour tous: attiser les rivalités entre universités, entre étudiants, les soumettre au patronat, est un moyen d'entraver les mobilisations étudiantes.

Et le nouveau « contrat doctoral unique » vise à assujettir tous les doctorants et la Recherche au patronat, par le biais d'un financement contrôlé par les présidents d'universités désormais autonomes.

De même, il veut des enseignants dociles. Il prépare la destruction du statut des enseignants-chercheurs : un projet de décret les soumettrait aux présidents d'universités qui leur imposeraient un service modulable et un contrôle de productivité. Pour le concours de recrutement des enseignants du second degré l'épreuve décisive deviendrait un oral, sorte d'entretien d'embauche avec des représentants de l'administration et du patronat dans les jurys. (La préparation des concours de recrutement des enseignants, ainsi que les épreuves, seront, dès la rentrée 2009, intégrées dans un master spécifique... Désormais, un étudiant devra financer cinq années d'études - contre trois aujourd'hui pour le CAPES - avant d'avoir le droit de passer ces concours.)

Le quatrième objectif : privatiser l'enseignement et la recherche

Toutes ces mesures ne sont qu'une transition. L'objectif est d'aller vers la privatisation de l'enseignement et de l'université : aux mesures favorisant les actuels établissements privés, s'ajoutent désormais l'autonomie des établissements et le contrôle accru des patrons sur les diplômes et les universités

Le financement des universités dépendra de leurs « performances » : cela va accroître les inégalités. Avec la recherche de financements privés, cela favorisera les diplômes « professionnalisant » (licence pro...). Il en résultera la dégradation des conditions d'études, et du niveau de l'enseignement dans nombre d'universités.

Assez de négociation des réformes de Sarkozy!

Depuis le printemps, la plupart des dirigeants syndicaux (d'enseignants, d'étudiants, de lycéens) ont discuté de ces « réformes ». Cette concertation a paralysé des mois durant toute réaction. Mais les organisations syndicales demandent « un moratoire » pour « renégocier ». Elles demandent à Sarkozy « d'autres choix », « un autre calendrier », un « véritable dialogue » pour de « bonnes » réformes.

Mais avec Sarkozy, il n'y a pas de « bonne réforme » possible. L'expérience de la LRU l'a montré : la « négociation » ne sert qu'à faire passer les réformes.

Il faut des mots d'ordre clairs !

La responsabilité des organisations de la jeunesse (en premier lieu de l'Unef...), c'est de formuler des revendications claires ; de contribuer à l'unité de toutes les organisations de l'Université et de l'enseignement public (et, au-delà, du mouvement ouvrier) sur ces revendications. Dans de nombreuses Assemblées générales se sont exprimées en particulier les revendications suivantes:

- **À bas la mastérisation des concours! À bas le plan Campus et la LRU !**
- **Retrait total de la réforme des lycées. Non au « bac à la carte » !**
- **Retrait du projet de décret réformant le statut des enseignants chercheurs ! Retrait du nouveau contrat unique des doctorants !**
- **Maintien des RASED, retrait de la réforme des écoles maternelles et primaires !**
- **Rétablissement de tous les postes supprimés !**

C'est sur de tels mots d'ordre clairs qu'une véritable mobilisation peut être engagée. Car chacun le sait bien : on ne pourra vaincre ce gouvernement sans décider et organiser la grève générale de l'Enseignement public, de la maternelle à l'université.